

france

Les habitants de Bure n'en peuvent plus

Fabian Federl

La construction d'un site d'enfouissement de déchets radioactifs dans ce village du Nord-Est a créé un climat de tensions entre les autorités et les opposants au projet. La population en pâtit, remarque ce journaliste allemand.

Juin 2017, il est environ 6 heures du matin lorsque Michel Maltrud entend un grand fracas dans la cuisine de son hôtel. Puis le bruit d'une vitre brisée, suivi d'un sifflement strident. Maltrud, un quasi-septuagénaire aux cheveux blancs et aux joues rouges, ouvre la porte de son bureau et aperçoit à l'autre bout du couloir six hommes masqués, dont deux armés de battes de base-ball. Les intrus le repèrent, Maltrud referme la porte et s'appuie contre elle. Il aperçoit son fusil de chasse mais réfléchit un instant et s'empare de l'extincteur. Il retire le cran de sûreté et ouvre la porte. Les hommes sont déjà partis. De la porte de la cuisine surgissent des flammes de plusieurs mètres de hauteur, des bidons d'essence jonchent le sol.



page 21

page 20

Les hommes laissent derrière eux des panneaux mettant en garde contre les radiations et portant le nom de l'Andra, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Ils briseront également les fenêtres d'un bâtiment voisin avant de disparaître dans la Maison de la résistance, une vieille grange située en plein cœur du village [gérée par l'association Bure Zone libre]. *"Ils pensaient qu'on faisait partie du complexe nucléaire"*, explique Michel Maltrud, six mois plus tard.

Il parcourt d'un pas vif la salle du petit déjeuner où sont installés une soixantaine de gendarmes armés et vêtus de gilets pare-balles, casque sur la table. *"Au début, on recevait tout juste un ou deux géologues ou physiciens, raconte le gérant de l'hôtel-restaurant, mais depuis l'incendie, la moitié de nos clients sont des gendarmes."* C'est bon pour les affaires, mais pas pour la tranquillité du village.

Son établissement se situe sur une colline au-dessus du village de Bure, dans le nord-est de la France. C'est ici que devrait être aménagé l'un des principaux sites d'enfouissement de déchets de la première puissance nucléaire mondiale. Aucun pays ne compte autant de centrales nucléaires par habitant que la France, dont le mix électrique est également le plus "nucléarisé" du monde.

Un état de siège. La plupart des pays occidentaux s'efforcent de développer des solutions pour stocker les déchets nucléaires produits ces cinquante dernières années.

[La Finlande a déjà opté pour l'enfouissement "pour l'éternité" de ses déchets à Onkalo, à trois heures au nord d'Helsinki. Le site entrera en activité dans les années 2020.] La commission allemande pour l'enfouissement des déchets suit de près les progrès de la France en la matière et a présenté son rapport final en 2016. L'Allemagne doit avoir trouvé une solution avant 2031. D'ici là, le site de Bure devrait être opérationnel. Ce complexe doit accueillir d'immenses quantités de déchets, et son évolution est suivie avec intérêt par les autorités nucléaires de nombreux pays.

Il faut dire que les difficultés ne manquent pas, alors que le temps presse : l'Andra prévoit en effet d'enfouir une première tonne de déchets nucléaires en 2030 - pour une durée de 100 000 ans. Le préfet du département a répondu à un appel d'offres pour accueillir le site. Le village a donné son accord. Le maire a fièrement posé au côté du responsable de l'autorité nucléaire. Mais aujourd'hui, Bure vit en état de siège. Les militants et les forces de police se font une drôle de guerre depuis près de deux ans. Les victimes en sont les 90 habitants du village devenu le théâtre de cet affrontement.

La plupart ne souhaitent qu'une chose aujourd'hui : que tout ce monde disparaisse.

Entouré de champs, de prairies et de petites routes, le village de Bure se situe à trois heures et demie de route de Paris. Les premiers cars de police apparaissent un peu avant l'entrée du village et se font de plus en plus nombreux à mesure que l'on se rapproche.

Disséminées le long de la route principale rebitumée de frais, apparaissent ici et là des traces du vieux village : les murs en pierre de petites maisons d'un étage, les jardinières aux fenêtres. Il n'y a pas de commerçant, mais une vieille église en brique. Juste à côté se trouve la Maison de la résistance avec ses fenêtres aveugles et ses bannières colorées porteuses d'avertissements : " *Village sacrifié*", " *Stop Bure*". Quelques dizaines de jeunes sont assis là. Aucun n'accepte de nous parler.

Alors que nous traversons le village, une voiture de police nous suit. Un homme d'âge moyen se tient devant la porte de son jardin et nous explique qu'il déménage. Les militants ont découvert qu'il travaillait pour l'Andra. Depuis, il n'a plus la paix.

Une habitante nous raconte qu'elle prend des somnifères tous les soirs à cause du bruit des hélicoptères qui survolent constamment le village. Il y a aussi les drones que les policiers ont commencé à utiliser, rapidement imités par les militants.

La cause de ce semi-état d'urgence se trouve à moins d'un kilomètre de la route principale, à près de 500 mètres de profondeur, et ressemble à une station orbitale. La descente dure trois minutes jusqu'à l'entrée du réseau de galeries de 1,8 kilomètre de longueur. Aussi grandes que des tunnels d'autoroute, les galeries relient les installations de test et sont traversées par des chariots élévateurs. D'immenses engins de construction patientent à côté de tas de gravats et de hautes parois couvertes d'écrans.

Le site d'enfouissement de Bure, géré par l'Andra, coûtera au moins 25 milliards d'euros. C'est le projet de construction le plus cher de France. Près de 2 milliards d'euros ont déjà été dépensés pour les travaux d'étude préparatoire, auxquels devrait rapidement succéder la phase d'aménagement. C'est ici que seront stockés les déchets nucléaires les plus radioactifs.

La manne des risques. Avant d'être enfouis, les colis de déchets de structure des assemblages de combustibles usés seront réduits à la taille de bâtons de mikado, compactés, broyés, vitrifiés, entreposés dans des fûts en acier inoxydable, recouverts d'une couche de vingt centimètres d'acier, coulés dans un bloc de béton et enfermés dans une cage en fonte.

Il faut toutefois reconnaître que les risques associés à l'enfouissement de ces déchets valent leur pesant d'or. Les départements de la Haute-Marne et de la Meuse, à la jonction desquels se trouve le village de Bure, reçoivent chaque année, depuis 1999, près de 30 millions d'euros d'aides au "développement économique", sans compter les subventions pour le gaz, l'eau et l'électricité. Les communes situées dans un rayon de 10 kilomètres touchent en outre une subvention annuelle de 500 euros par habitant.

Les villages ne savent toutefois pas forcément quoi faire de ces subventions qui seront réduites si elles ne sont pas utilisées. Résultat, les communes construisent partout. Bure possède dorénavant une nouvelle salle polyvalente, de nouveaux lampadaires, des ronds-points et des trottoirs flambant neufs. Ainsi que l'hôtel-restaurant trois étoiles de Michel Maltrud qui a coûté 500 000 euros et se trouve en plein milieu du futur site d'enfouissement de déchets radioactifs.

La Meuse et la Haute-Marne se situent dans le tiers inférieur des départements français en matière de revenus par habitant, mais elles se situent dans le haut du classement sur les plans de l'endettement et de la désertification. Les autorités nucléaires ont promis de régler tous ces problèmes - à coups de subventions.

Claude Kaiser en a fait l'amère expérience lorsqu'il était maire d'un village de 174 habitants, non loin de Bure. Il a fait partie des premiers et rares opposants au site d'enfouissement.

Il a organisé des manifestations dans la Meuse et la Haute-Marne - ce qui n'était pas chose aisée avec une densité de quatre habitants par kilomètre carré. En France, le nucléaire reste largement associé à la notion de progrès et nettement moins aux problèmes des déchets et des radiations.

Claude Kaiser s'est entretenu avec des responsables à Paris qui lui ont dit qu'il devait faire descendre au moins 10 000 personnes dans la rue, qu'il avait besoin de visibilité, d'une manifestation. Pas facile dans une région si faiblement peuplée. " *C'est pour ça qu'ils ont choisi Bure*" , souligne-t-il.

La colère a donc cédé le pas à l'impuissance; les manifestations, à la résignation. *"Jusqu'à l'arrivée d'Antienne Ambroselli"* , explique Claude Kaiser. Ce célèbre avocat antinucléaire a défendu plusieurs membres de la Maison de la résistance, à Bure, qui appartient depuis 2004 à diverses associations antinucléaires. Puis, en 2016, Ambroselli commence à faire venir de jeunes militants d'autres régions de France, de Belgique et d'Allemagne. *"Certains jeunes ont commencé à employer des méthodes plus musclées"*, dit Claude Kaiser.

Ils ont occupé une zone boisée sur le terrain réservé au projet, se sont introduits dans plusieurs bâtiments de l'Andra et ont mis le feu à l'hôtel de Michel Maltrud. Chaque provocation attire les médias, leur donne plus de visibilité et fait venir d'autres militants. Pendant des années, le symbole de la contestation en France se trouvait à Notre-Dame-des-Landes, où les autorités prévoyaient de construire un aéroport régional. Le 17 janvier 2018, lorsque Emmanuel Macron a annoncé l'abandon du projet, des centaines de militants ont plié bagage et pris la direction de Bure.

Déçus. Régulièrement, la tension monte jusqu'à ce qu'apparaissent les drones et les hélicoptères. On assiste à des jets de pierres, et des seaux d'urine sont déversés depuis les fenêtres de la Maison de la résistance. Les habitants, eux, restent cloîtrés chez eux.

Une femme regarde dehors à travers sa fenêtre. *"On est déçus, déclare-t-elle. On nous avait promis des fonds et de l'emploi. Mais nous n'avons pas besoin des fonds, et les emplois ne viennent pas."* L'Andra ne cesse de parler du chantier et des milliers d'habitants qui viendraient s'installer, dépenseraient leur argent dans les commerces et utiliseraient les services locaux. *"C'est complètement absurde"*, dit-elle.

Les autorités nucléaires estiment que le chantier d'aménagement du site durera au moins dix ans. *" Dix ans avec des militants et des policiers qui se tapent dessus dans le village, soupire-t-elle. J'aurais aimé que l'Andra ne vienne jamais ici. J'espère que les scientifiques trouveront une autre solution pour le stockage des déchets avant le début des travaux. Parce que si le projet voit vraiment le jour ici, il n'y aura plus qu'une chose à faire : partir."*

Encadré(s) :

À la une

Cet article est extrait de notre hors-série La France des invisibles, en vente chez votre marchand de journaux .

Illustration(s) :

Des militants antinucléaires occupent le bois Lejuc, près de Bure, en 2017. Photo Mathieu Cugnot/Divergence

Note(s) :

footnotePublié le 1er mai

Emmanuel Macron

Inspecteur des finances
Membre du comité de rédaction de la revue Esprit
Administrateur du théâtre de la ville de Paris
Membre et rapporteur général adjoint de la commission pour la libération ...

acteurspublics

Publi  Certificat émis le **19 janvier 2024** à **COMUE-Paris-Est-Sup** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20191107·IL·0039